


BRÈVES ÉCONOMIQUES

Autriche – Slovénie - Croatie

Une publication du SER de Vienne
n° 18 – avril 2026

Dans ce numéro...

TRAJECTOIRES CLIMATIQUES	2
AUTRICHE	4
ACTIVITES MACROECONOMIQUES & FINANCIERES	4
<i>Prévisions et indicateurs</i>	4
<i>Une reprise fragile menacée par le conflit au Moyen-Orient</i>	4
<i>Finances</i>	5
<i>Le déficit public s'avère meilleur que prévu en 2025, mais la dette augmente</i>	5
<i>Budget fédéral 2027/2028 : un effort de 5,1 Mds EUR</i>	5
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE	6
<i>Mise en œuvre du tarif social sur l'électricité</i>	6
<i>Comment maintenir les seniors en activité ?</i>	6
VEILLE SECTORIELLE	6
<i>Secteur financier</i>	6
<i>Le secteur bancaire continue d'afficher d'excellents résultats</i>	6
<i>Industrie</i>	6
<i>Naissance à Vienne d'un nouveau géant mondial dans le secteur des polyoléfines</i>	6
<i>Energie</i>	7
<i>L'Autriche participe à la libération volontaire de stocks pétroliers proposée par l'AIE</i>	7
<i>Transports</i>	7
<i>L'aéroport de Vienne subit les effets de la guerre en Iran</i>	7
<i>Numérique</i>	7
<i>Les recettes issues de la taxe numérique en forte augmentation depuis son introduction en 2021</i>	7
<i>Agriculture</i>	8
<i>Manifestation agricole inédite à Vienne - un appel du secteur pour de meilleures perspectives</i>	8
RELATIONS BILATERALES	8
<i>Un contrat-cadre entre Airbus et ÖAMTC-Flugrettung sur la fourniture de 15 nouveaux hélicoptères</i>	8
SLOVENIE	8
ACTIVITES MACROECONOMIQUES & FINANCIERES	9
<i>Prévisions et indicateurs</i>	9
<i>Le FMI et la chambre de commerce revoient à la baisse leurs prévisions de croissance pour la Slovénie</i>	9
VEILLE SECTORIELLE	9

Secteur financier.....	9
<i>Compétition d'acquisition entre RBI et NLB pour Addiko Bank</i>	9
Industrie.....	10
<i>Un accord de partenariat patronal pour l'écosystème start-up</i>	10
Energie et environnement.....	10
<i>Baisse globale du prix des carburants, légère reprise de l'essence</i>	10
<i>Avancée du projet de deuxième centrale nucléaire : NEK 2</i>	10
Tourisme.....	10
<i>Augmentation conséquente des passagers aéroportés en 2025</i>	10
Agriculture.....	10
<i>Première implantation d'AGRANA en Slovénie</i>	10
 CROATIE	11
ACTIVITES MACROECONOMIQUES & FINANCIERES	11
Finances.....	11
<i>La Commission européenne approuve une injection de capital de 411 M EUR par la Croatie dans la banque de développement HBOR</i>	11
VEILLE SECTORIELLE	12
Energie.....	12
<i>Octroi de 15 M EUR de subvention publique pour le projet d'hydrogène vert à Rijeka</i>	12
<i>Croatie-Algérie : renforcement du partenariat dans le domaine de l'énergie</i>	12
Transports.....	12
<i>900 M EUR pour la reconstruction de la ligne ferroviaire Dugo Selo - Novska</i>	12
Investissement.....	12
<i>La BEI accompagne la modernisation de la municipalité de Zagreb</i>	12
<i>CMA-CGM exprime son intérêt pour racheter les parts de l'actionnaire principal du Port de Rijeka</i>	13
<i>Porsche quitte Bugatti-Rimac et le groupe Rimac</i>	13
Innovation.....	13
<i>BMW-Rimac : production de batteries pour la i7 électrique en Croatie, un jalon industriel majeur</i>	13
Commerce.....	13
<i>Ouverture du 1^{er} magasin Sephora à Zagreb</i>	13
RELATIONS BILATERALES	14
Agenda.....	14

Trajectoires climatiques

Dans le cadre de la législation climatique européenne, les États membres se sont engagés à réduire d'au moins 55 % leurs émissions nettes de gaz à effet de serre (GES) d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 1990. L'Autriche, la Croatie et la Slovénie se sont vu assigner, comme tous les États membres, des objectifs intermédiaires différenciés dans les secteurs non-ETS : 16,7 % pour la Croatie, 27 % pour la Slovénie et 48 % pour l'Autriche. Ces trajectoires s'accompagnent de risques croissants d'écart entre objectifs et émissions effectives, susceptibles de peser sur les finances publiques, en particulier en Autriche.

Aux termes de la « loi climat » européenne, l'UE vise la neutralité climatique en 2050 avec des objectifs intermédiaires à horizon 2030 et désormais 2040. Dans les secteurs non-couverts par le système d'échange de quotas d'émission ETS (transport, bâtiments, agriculture, déchets), l'effort climatique est réparti entre les États membres qui se voient attribuer un objectif national de réduction des émissions de gaz à effet

de serre (GES) à atteindre d'ici à 2030 (par rapport aux niveaux de 2005). Déterminés en fonction du PIB par habitant, ces objectifs diffèrent largement d'un pays à l'autre. Ainsi l'Autriche a un objectif de réduction des émissions parmi les plus hauts d'UE avec 48 % ; la Slovénie s'est engagée à une réduction de 27 %, légèrement en-dessous de la moyenne européenne ; la Croatie, avec 16,7 %, a une cible relativement modérée.

Malgré une politique climatique ambitieuse, l'Autriche fait face à un écart croissant entre trajectoire cible et émissions effectives. Si le pays a atteint son objectif annuel en 2024 avec un recul des émissions totales de GES de 3 % (soit 2 millions de tonnes équiv. CO₂) par rapport à l'année précédente et de 3,5 % pour les seuls secteurs non-ETS, l'année 2025 devrait marquer l'inversion de la tendance vertueuse observée depuis 2021, alors même que le gouvernement s'est fixé dans son programme publié en 2025 un objectif national de neutralité carbone dès 2040. Les émissions autrichiennes repartiraient à la hausse d'environ 1,5 % en 2025 selon les projections de l'office fédéral de l'Environnement – notamment du fait d'une hausse des émissions dans les secteurs de la production d'énergie et du bâtiment. Les projections suggèrent qu'un écart durable de trajectoire pourrait entraîner des coûts budgétaires élevés liés à l'achat de quotas ou de crédits carbone. Malgré l'existence d'une taxe carbone en Autriche - contrairement à la Slovénie et à la Croatie - les recettes associées resteraient insuffisantes sans renforcement des politiques structurelles. C'est dans ce contexte que le ministre de l'économie, W. Hattmannsdorfer, plaide pour une prolongation des quotas gratuits du marché carbone au-delà de 2034.

La Slovénie présente une dynamique différente : le pays a enregistré ces dernières années une baisse de ses émissions de GES à leur niveau le plus bas depuis 1990. Cette situation traduit un découplage absolu entre croissance économique et émissions de GES, c'est-à-dire que les émissions diminuent parallèlement à la croissance du PIB. Toutefois, la réduction des émissions est plus lente que dans la plupart des pays de l'UE et l'intensité carbone par unité de PIB reste relativement élevée. Le transport est la principale source d'émissions, représentant plus d'un tiers du total. Malgré une baisse en 2023 (dernières données disponibles), les émissions provenant des transports ont presque doublé depuis 1990. Le secteur de l'utilisation des terres et de la foresterie (LULUCF) constitue un atout important pour la réalisation des objectifs climatiques, les forêts slovènes contribuant de manière significative à la réduction des émissions grâce aux puits de carbone. La poursuite de l'augmentation des puits en Slovénie sera également essentielle dans les efforts visant à atteindre ses objectifs climatiques.

En Croatie, la tendance récente est défavorable : les dernières données disponibles (2023) font apparaître une reprise de la hausse des émissions depuis 2020, sans évolution notable de leur structure sectorielle. Le secteur des transports reste le principal point de blocage, en raison d'une forte dépendance au transport routier, d'un retard marqué dans le développement ferroviaire et d'un taux très faible d'électrification du parc automobile (le plus bas taux d'immatriculation de véhicules électriques dans l'UE) combiné à l'insuffisance d'infrastructures de recharge. La faible performance énergétique du parc immobilier – avec une proportion élevée de bâtiments très inefficaces (37 % du parc) – constitue un autre facteur de vulnérabilité. Par ailleurs, la Croatie est le seul Etat membre à avoir enregistré un recul de la part des énergies renouvelables entre 2022 et 2023. Malgré un parc hydraulique historiquement favorable (hérité de la période yougoslave), le développement du

solaire reste très limité (4 % de la production en 2024). Pour autant, avec environ 30 % d'énergies renouvelables dans sa consommation d'énergie primaire, la Croatie parvient à se situer au-dessus de la moyenne européenne.

Autriche

Le chiffre du mois à retenir

10 Mds EUR

collectés par le produit d'épargne de l'Etat « Bundesschatz » en 2 ans

Zoom sur...

... Les prix de l'énergie pour les ménages. L'indice du prix de l'énergie (EPI, *Energiepreisindex*) élaboré par l'agence de l'énergie (*Österreichische Energieagentur*) s'est inscrit en hausse de 6,2 % en mars 2026 par rapport au mois de mars 2025. La plus grande hausse est enregistrée pour le prix du fioul domestique (+38,2 %), suivi par les granulés de bois (+27,9 %). Les prix du gazole et de l'essence ont augmenté de respectivement 21,9 % et 12,1 %. En revanche, le prix de l'électricité était en baisse de 8,3 %. Selon l'agence de l'énergie, cette évolution reflète les effets de la guerre en Iran et les attaques contre les infrastructures énergétiques de plusieurs états du golfe Persique ainsi que les perturbations du trafic maritime, notamment au niveau du détroit d'Ormuz.

Comparaison des prix de l'énergie (mars 2026)

Source d'énergie	Variation MoM (en %)	Variation YoY (en %)
Electricité	-0,5	-8,3
Chauffage urbain	-0,1	+2,4
Bois de chauffage	+0,3	+0,2
Granulés de bois	+0,9	+27,9
Gaz naturel	+3,1	+2,0
Carburant Super	+14,8	+12,1
Carburant gazole	+23,9	+21,9
Fuel domestique	+42,8	+38,2
Indice des prix de l'énergie	+9,1	+6,2
Inflation (IPC)	+1,2	+3,2

Source : Statistik Austria , calculs : agence autrichienne de l'énergie

Activités macroéconomiques & financières

Prévisions et indicateurs

Une reprise fragile menacée par le conflit au Moyen-Orient

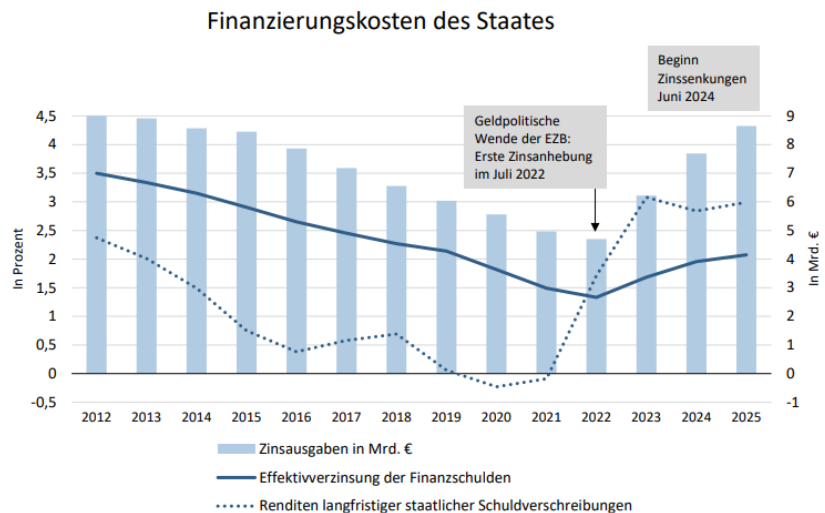
L'Autriche est touchée, comme la plupart des Etats membres, par le conflit au Proche et Moyen-Orient entraînant une forte hausse des prix des énergies fossiles et des engrais. Lors de la présentation, le 10 avril, des perspectives de croissance pour l'Autriche, les économistes ont estimé que la croissance pourrait être limitée à +0,9 % en 2026 (voire +0,2 % en cas de scénario pessimiste) et +1,3 % en 2027 (voire +0,4 %), alors que l'inflation, déjà forte en Autriche, pourrait s'accroître à +2,7 % voire +4,1 % en cas de crise durable. Sous scénario optimiste (baril à 73 USD), le déficit public pourrait alors revenir à -4,0 % cette année puis -3,7 % en 2027. Sous scénario pessimiste (baril à 106 USD), il se dégraderait à -4,4 % en 2026 et se creuserait à -4,9 %

en 2027. Alors que le pays est déjà sous procédure de déficit excessif par la Commission européenne, ses marges de manœuvre en matière de soutien public sont limitées. Selon le *Fiskalrat* (homologue du HCFP), si les premières mesures de consolidation budgétaire ont montré leurs effets en 2025 avec un déficit public à -4,2 % du PIB, ramener ce déficit sous la cible de -3,5 % du PIB en 2027, nécessitera un effort de consolidation supplémentaire, plus ambitieux et estimé à 4,4 Mds EUR.

Finances

Le déficit public s'avère meilleur que prévu en 2025, mais la dette augmente

Selon les données provisoires de l'institut autrichien de la statistique, le déficit public pour 2025 s'établit à 21,5 Mds EUR, soit 4,2 % du PIB (après 4,6 % en 2024), alors que le ministère des Finances l'évaluait à 4,5 %. Les recettes ont augmenté de 4,5 % par rapport à 2024 pour atteindre 261,5 Mds EUR, tandis que les dépenses étaient en hausse de 3,6 % à 283 Mds EUR. La dette des administrations publiques au sens de Maastricht augmente de 23 Mds EUR pour s'établir à 418,1 Mds EUR. Exprimée en pourcentage du PIB, la dette publique augmente à 81,5 %, après 80,0 % fin 2024. La charge de la dette a atteint 8,3 Mds EUR en 2025, soit 1,6 % du PIB (voir graphique). Tous les



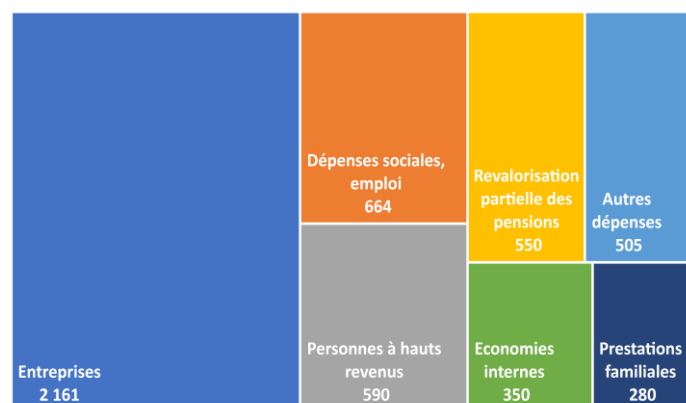
Source : Statistik Austria

niveaux de collectivités territoriales contribuent à l'augmentation de la dette (-15,2 Mds EUR pour le Bund, -2,3 Mds EUR pour les Länder, -0,3 Md EUR pour les communes et -0,6 Md EUR pour la sécurité sociale). Parmi les Länder, comme l'année précédente, seule la Haute-Autriche affiche un solde positif (+5 M EUR). Au niveau des communes, la ville de Vienne accuse le plus important déficit (- 2 439 M EUR).

Budget fédéral 2027/2028 : un effort de 5,1 Mds EUR

Le 28 avril, les chefs des partis coalisés au sein du gouvernement ont présenté les grandes orientations du double budget 2027/2028 : afin de ramener le déficit sous les 3 % du PIB, l'effort portera sur un volume de 5,1 Mds EUR (1 % du PIB). Il sera composé de mesures de consolidation à hauteur de 2,5 Mds EUR et de mesures en faveur du marché de l'emploi, de la dépendance et de la petite enfance pour 2,6 Mds EUR. Le gouvernement s'attaque au coût du travail en abaissant d'un point la cotisation des employeurs au fonds des aides familiales et compte financer partiellement cet allègement de 2 Mds EUR par an par une hausse d'un point de l'imposition des sociétés (23 % actuellement). Certains allègements de cotisations sociales (chômage) pour les bas salaires devraient être abrogés, tout comme certaines

Consolidation budgétaire 2027-2028 pour un effort de 5,1 Mds EUR



Source : SER, chiffres

exonérations fiscales ; la taxe exceptionnelle sur les banques serait prolongée de 3 ans. Par ailleurs, les retraités seront également mis à contribution : la revalorisation automatique des pensions sera minorée d'un quart de point en deçà de l'inflation. Si l'abaissement du coût du travail a été salué par les entreprises, la Fédération de l'industrie déplore la prorogation de la taxe sur les banques et le rehaussement progressif de l'impôt sur les sociétés.

Politique économique et sociale

Mise en œuvre du tarif social sur l'électricité

Depuis le 1^{er} avril 2026, les ménages disposant de faibles ressources financières (ressource mensuelle de 1 465,40 EUR pour une personne, 2 311,81 EUR pour deux personnes), et donc exonérés de la redevance audiovisuelle, bénéficient du nouveau tarif social sur l'électricité et ne paient donc que 0,06 EUR par kWh, dans la limite de 2 900 kWh, selon une consommation annuelle moyenne pour un foyer de trois personnes (complété par un complément forfaitaire pour toute personne supplémentaire au foyer). Ce tarif ne s'applique qu'à la résidence principale et ne concerne pas les autres sources d'énergie. Aucune démarche n'est nécessaire, les ayants droit sont informés directement par le service de la redevance audiovisuelle. En revanche, les autres composantes de la facture d'électricité (frais de réseau, taxes, etc.) ne sont pas affectées par cette mesure.

Comment maintenir les seniors en activité ?

Confronté au vieillissement de sa population, au manque de main d'œuvre qualifiée et à une faible participation des seniors au marché du travail, le gouvernement autrichien tente de promouvoir l'activité des seniors, avec un changement de paradigme. Si les mesures précédentes tentaient jusqu'alors de retenir les seniors dans l'emploi en durcissant les conditions d'accès à la retraite, avec peu de succès, le principe retenu désormais est de rendre attractif un maintien de l'activité sur le plan financier. Pour ce faire, le gouvernement réservera une enveloppe annuelle de 470 M EUR par an. Alors que les retraités devraient également apporter leur contribution active au redressement des finances publiques, le gouvernement proposera des exonérations de charge à tout senior repoussant son départ à la retraite. Par ailleurs, l'agence nationale pour l'emploi AMS mènera une campagne d'informations ciblée sur les entreprises et les secteurs employant peu voire pas de seniors. Enfin, un fonds de transformation de l'emploi sera abondé de 160 M EUR dans ce même dessein.

Veille sectorielle

Secteur financier

Le secteur bancaire continue d'afficher d'excellents résultats

Les établissements de crédit ont atteint un résultat de 11,8 Mds EUR en 2025, en hausse de 9 % par rapport à l'année précédente. Les filiales en Europe de l'Est ont contribué à hauteur de 4,8 Mds EUR à ce résultat qui est le deuxième plus haut après 2023. En 2024, l'abandon par Raiffeisen Bank International des activités en Biélorussie avait pesé sur les bénéfices.

Industrie

Naissance à Vienne d'un nouveau géant mondial dans le secteur des polyoléfinés

Le groupe pétrolier et gazier XRG, le bras d'investissement international d'ADNOC (Dubai), et l'autrichien OMV ont finalisé fin mars la création de *Borouge International*, un nouveau leader mondial dans les polyoléfinés, valorisé à 60 Mds USD (numéro 4 du secteur). La société résulte de la fusion de *Borouge* et *Borealis*, ainsi que de l'acquisition de l'entreprise canadienne *NOVA Chemicals*. Le siège est à Vienne, dans le voisinage d'OMV, avec une présence industrielle et des centres d'innovation en Europe, Moyen-Orient, Amérique du Nord et Asie. Face à la situation géopolitique, l'introduction en bourse de *Borouge International* a été reportée à horizon 2027.

Par ailleurs, OMV a annoncé le 10 avril la nomination au poste de directrice générale de l'Irlandaise Emma Delaney qui est actuellement membre du directoire de BP. Elle succédera à M. Alfred Stern au 1^{er} septembre pour un mandat de trois ans, reconductible.

Energie

L'Autriche participe à la libération volontaire de stocks pétroliers proposée par l'AIE

Le 10 mars, dans un contexte marqué par les perturbations des marchés pétroliers liées à la guerre au Moyen-Orient, l'Agence internationale de l'Energie AIE a proposé à ses membres une libération volontaire de stocks stratégiques d'un volume total de 400 millions de baril. En Autriche, le stock stratégique pétrolier est géré par la société ELG (*Erdöllagergesellschaft*), détenue par les entreprises pétrolières OMV, BP, SHELL et ENI. Le 25 mars 2026, la commission parlementaire principale a enjoint à ELG de proposer à l'entreprise OMV, exploitante de la seule raffinerie du pays, jusqu'à 325 000 tonnes de pétrole brut provenant de ses stocks, ce qui correspond à environ 3 % de la consommation annuelle en Autriche. Dans un premier temps, OMV a acquis en avril 56 000 tonnes de pétrole brut qui ont été par la suite acheminés vers la raffinerie de Schwechat.

Transports

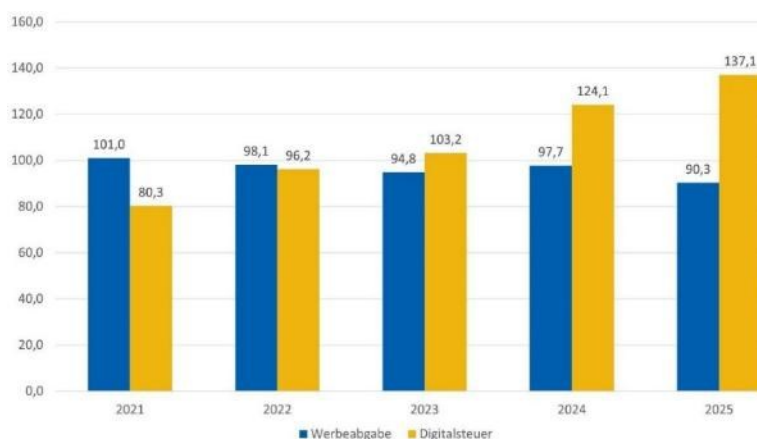
L'aéroport de Vienne subit les effets de la guerre en Iran

Après le résultat record de 32,6 millions de passagers en 2025 (+2,6 %), le nombre de passagers a encore augmenté au premier trimestre 2026 de 1,6 % dont une augmentation en glissement annuel de 1,9 % pour le mois de mars. Pourtant, en raison de la crise au Proche-Orient, on observe de fortes variations selon les régions. Ainsi, la région du Proche et du Moyen-Orient a enregistré en mars 2026 une baisse du nombre de passagers de 90,1 % pour se limiter à 6 809 voyageurs. En revanche, le nombre de passagers à destination de l'Extrême-Orient a augmenté de 41,5 % par rapport à mars de l'année précédente, avec 67 027 passagers. Sur fond d'une pénurie potentielle de kérosène provoquée par le blocus du détroit d'Ormuz, l'augmentation du nombre de passagers en mars est principalement due aux escales d'*Air India* à des fins de ravitaillement, selon les explications de l'aéroport de Vienne.

Numérique

Les recettes issues de la taxe numérique en forte augmentation depuis son introduction en 2021

Selon le ministère des Finances, les recettes issues de la taxe sur le numérique (*Digitalsteuer*) ont atteint 137,1 M EUR en 2025 après 124,1 M EUR en 2024 (+10,5 %). Depuis 2021, sont taxés les revenus publicitaires des sociétés du numérique réalisant un chiffre d'affaires mondial de plus de 750 M EUR, dont au moins 25 M EUR en Autriche. Pour le taux applicable, il s'agit d'un alignement de la taxe sur les revenus publicitaires off-line à hauteur de 5 % (*Werbeabgabe*). Cette dernière a apporté en 2025 des recettes de 90,3 M EUR contre 97,7 M EUR en 2024 (-7,6 %). Selon le régulateur RTR (*Rundfunk und Telekom Regulierungs-GmbH*), la valeur calculée en 2025 pour la taxe numérique



Source : Régulateur autrichien

correspond à une sortie de fonds publicitaires de l'Autriche vers des plateformes en ligne internationales d'un montant d'environ 2,74 Mds EUR.

Agriculture

Manifestation agricole inédite à Vienne - un appel du secteur pour de meilleures perspectives

Un convoi de 300 tracteurs a défilé à Vienne le 1^{er} avril pour protester contre l'accord de libre-échange avec les pays du Mercosur et réclamer la mise en place d'un étiquetage de l'origine sur les denrées alimentaires et sur les produits transformés. Ils réclament également cet étiquetage des ingrédients dans les restaurants. Avec plus de 27 % de ses exploitations conduites en agriculture biologique, l'Autriche est une championne européenne de cette production. Mais elle enregistre depuis plusieurs années une inflation plus élevée que la moyenne de la zone euro, qui fragilise sa filière basée sur de petites exploitations de qualité. L'accord UE-Mercosur, la pression climatique, la hausse du coût du diesel et des engrais ainsi que la stagnation des prix des produits agricoles menacent désormais tout le secteur qui dénonce une lourdeur administrative croissante et des revenus trop faibles. Si l'étiquetage de l'origine sur les denrées alimentaires est déjà obligatoire dans la distribution pour les produits non transformés et depuis septembre 2023 dans la restauration collective, le secteur de la gastronomie s'y oppose toujours. On notera que cette manifestation, organisée par l'association nouvellement créée « *Bündnis Zukunft Österreich* » (qui se veut apolitique et indépendante) a reçu le plein soutien du parti d'extrême-droite FPÖ. Le Bauernbund (branche agricole du parti conservateur et principal syndicat agricole) et son président, le député Georg Strasser, ont également participé à la manifestation. Le Ministre Totschnig avait reçu en amont les organisateurs de la manifestation. Actuellement, aucune mesure de compensation relative au diesel agricole n'est accordée en 2026. Les mesures prises entre 2023 et 2025 sont arrivées à échéance.

Relations bilatérales

Un contrat-cadre entre Airbus et ÖAMTC-Flugrettung sur la fourniture de 15 nouveaux hélicoptères

Lors du salon de l'aviation verticale *Verticon 2026* à Atlanta (Etats-Unis), le service de sauvetage aérien du club automobile ÖAMTC, qui assure les soins d'urgence par voie aérienne en Autriche, a conclu un contrat-cadre avec *Airbus Helicopters* qui porte sur la fourniture à court et moyen terme de cinq hélicoptères de type H135 Helionix ainsi que de dix H140. Ceux-ci sont appelés à remplacer progressivement les appareils plus anciens au cours des prochaines années. Le service de sauvetage aérien ÖAMTC-Flugrettung exploite actuellement 29 hélicoptères de type H135, dont neuf appareils de la dernière génération H135 Helionix. En 2025, environ 22 000 interventions aériennes ont été effectuées par ÖAMTC.

Slovénie

Le chiffre du mois à retenir

3,1 %

Dernière estimation d'inflation pour 2026 par la chambre de commerce slovène

Zoom sur...

... les négociations gouvernementales. A la suite des élections de mars, la situation politique a connu un revirement et pourrait évoluer vers la formation d'un gouvernement de centre-droit : le chef de SDS, Janez Janša, a affirmé que son parti était prêt « soit à former une coalition, soit à siéger dans l'opposition soit également à se diriger vers des élections anticipées », tandis que le Premier ministre sortant Robert Golob, après l'échec des négociations en vue de former un gouvernement de centre-gauche, s'est dit « réjoui de rejoindre l'opposition », tout comme le chef des sociaux-démocrates. L'élection de Zoran Stevanović, chef du parti Resni.ca, qui compte 5 députés, à la présidence de l'Assemblée nationale avec le soutien des partis de droite n'est pas étrangère à cette évolution. Toutefois, rien n'est acté à ce stade. La présidente de la République, Nataša Pirc Musar, a renoncé à désigner un candidat, ne souhaitant pas de gouvernement minoritaire et laissant désormais aux députés le soin de la désignation d'un Premier ministre.

Activités macroéconomiques & financières

Prévisions et indicateurs

Le FMI et la chambre de commerce revoient à la baisse leurs prévisions de croissance pour la Slovénie

Le Fonds monétaire international a abaissé ses prévisions de croissance du PIB slovène pour 2026 et 2027 de 0,2 point de pourcentage, les ramenant respectivement à 2 % et 2,1 %, alors qu'il avait annoncé une croissance du PIB de 2,2 % pour cette année et de 2,3 % pour 2027 à l'issue de sa mission annuelle en Slovénie en novembre. En parallèle, le FMI a revu à la hausse ses prévisions d'inflation pour cette année. Sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie liée à la guerre au Moyen-Orient, les prévisions d'inflation passent d'un taux annuel moyen de 2,2 % à 2,9 % pour la Slovénie en 2026.

La Chambre de commerce et d'industrie (GZS) a également revu à la baisse ses prévisions de croissance du PIB de la Slovénie pour 2026, la faisant passer de 2,4 % à 2 %. Elle annonce en outre une inflation de 3,1 % cette année (plus élevée que selon le FMI) au lieu des 2,3 % initialement prévus.

Veille sectorielle

Secteur financier

Compétition d'acquisition entre RBI et NLB pour Addiko Bank

Addiko Bank, banque autrichienne opérant principalement dans l'Europe du Sud-Est, fait l'objet d'une compétition d'acquisition entre Raiffeisen Bank International (RBI) et la banque slovène Nova Ljubljanska Banka (NLB). RBI a annoncé une offre publique d'achat à 23,05 EUR par action, soit le cours moyen des six derniers mois et une prime d'environ 20 % par rapport à la valeur intrinsèque d'Addiko. NLB a répliqué dès le lendemain avec une offre à 29 EUR par action, soit une prime de 25,8 % par rapport au cours moyen pondéré. Addiko n'a pas encore tranché, l'approbation nécessitant au moins 75 % des actionnaires. Sur le plan stratégique, RBI viserait un retour sur le marché slovène et un renforcement de ses positions en Croatie ; tandis que NLB chercherait à consolider sa présence régionale, notamment en Croatie, et à diversifier ses activités auprès des PME et des particuliers.

Industrie

Un accord de partenariat patronal pour l'écosystème start-up

La Slovénie a signé un accord de partenariat majeur pour renforcer son écosystème de startups, réunissant ses principales organisations entrepreneuriales : la Chambre de commerce (GZS), l'initiative *Start:up Slovenia* et les *Business Angels of Slovenia*, avec le soutien de l'ESNA (*Europe Startup Nations Alliance*). Ce partenariat doit faciliter l'accès aux financements privés, aux expertises industrielles et aux réseaux internationaux. D'après ses auteurs, il marque un passage d'une approche par projets à une stratégie systémique à l'échelle nationale.

Energie et environnement

Baisse globale du prix des carburants, légère reprise de l'essence

Les prix des carburants vendus en dehors du réseau autoroutier slovène ont baissé à deux reprises en avril, mais à partir du 29 avril l'essence devrait augmenter à nouveau de 3 cents pour atteindre 1,635 EUR par litre. Le prix du diesel continuera de diminuer de 2,8 cents pour s'établir à 1,708 EUR le litre, et celui du fioul de 3,4 cents pour s'établir à 1,352 EUR. Les droits d'accise n'ont cette fois pas été ajustés par le gouvernement. Pour mémoire, les prix des carburants vendus en dehors du réseau autoroutier sont réglementés et déterminés sur une base hebdomadaire, tandis que les prix pratiqués sur les autoroutes sont entièrement libéralisés depuis le 20 mars, pour désengorger la demande.

Avancée du projet de deuxième centrale nucléaire : NEK 2

La Cour constitutionnelle slovène a rejeté une nouvelle requête de l'ancien secrétaire au ministère de l'Environnement et de l'Aménagement du territoire, Zoran Kus, visant à obtenir le réexamen du plan d'aménagement du territoire pour le nouveau réacteur nucléaire. *Gen energija*, l'énergéticien public slovène, est chargé de préparer les bases de ce plan d'aménagement. Le projet est en collaboration avec deux fournisseurs : *Westinghouse* et *EDF*. Le gouvernement slovène prévoit une décision d'investissement définitive après la finalisation des études et pourrait à cet horizon organiser un référendum législatif (et non plus consultatif).

Tourisme

Augmentation conséquente des passagers aéroportés en 2025

Le nombre de passagers dans les aéroports slovènes a connu une augmentation notable en 2025. Ainsi, près de 1,6 M de passagers ont transité par les aéroports slovènes de Ljubljana, Maribor et Portorož en 2025, soit une hausse de 11 % par rapport à 2024. Une importante majorité d'entre eux ont voyagé via Ljubljana, principal aéroport international du pays, selon les données de l'Office national des statistiques.

Agriculture

Première implantation d'AGRANA en Slovénie

Le groupe agroalimentaire autrichien AGRANA a finalisé l'acquisition de Mercator-Emba d.o.o. (EMBA) en Slovénie ; c'est la première fois qu'AGRANA exploite un site de production dans ce pays. Situé à une trentaine de kilomètres au sud-ouest de Ljubljana, le site emploie une centaine de personnes et réalise un chiffre d'affaires annuel d'environ 30 M EUR. Emba figure parmi les principaux producteurs alimentaires slovènes destinés à la restauration collective, à l'industrie agroalimentaire et à la grande distribution. L'entreprise est également reconnue pour son expertise dans la production de cacao instantané, de sirops et de nappages pour desserts. Ces produits sont principalement exportés vers l'Europe centrale, méridionale et orientale.

Le chiffre du mois à retenir

+2,6 %

Dernière estimation de croissance
publiée par le FMI pour la Croatie
en 2026

Zoom sur...

Mesures compensatoires sur la hausse des prix de l'énergie

Le ministère des Finances a préparé des amendements à la loi sur la TVA qui permettraient au gouvernement de réduire le taux de TVA sur le carburant (jusqu'à 10 points de pourcentage), uniquement en cas d'escalade supplémentaire du conflit au Moyen-Orient et d'une hausse marquée des prix de l'énergie. Ces amendements permettent de simplifier la procédure sans validation préalable du parlement à chaque changement de prix du carburant. L'idée derrière un taux de TVA « flottant » est d'autoriser une réduction temporaire pour les carburants de 25 à 15 %. Le Premier ministre Andrej Plenković a récemment annoncé que les changements prévus seraient des « mesures de dernier recours en cas d'escalade majeure » et ne seraient en vigueur que pour une courte période. Outre l'introduction d'un taux de TVA « flottant », les autorités évoquent également la possibilité de réduction de la composante européenne des droits d'accise. Un courrier a été adressé à la Commission européenne pour envisager cette mesure.

Concernant le budget, le ministère des Finances a indiqué que les recettes et dépenses du premier trimestre 2026 étaient conformes aux attentes. Cependant, la perte de revenus liée à la réduction des droits d'accise et potentiellement de TVA sur le carburant pourraient engendrer un déficit net d'environ 100 M EUR en fonction des scénarios. Le gouvernement travaille également à évaluer les possibles conséquences sur la saison touristique en Croatie si la crise devait perdurer encore plusieurs mois. Une révision budgétaire n'est toutefois pas actuellement à l'étude.

Activités macroéconomiques & financières

Finances

[La Commission européenne approuve une injection de capital de 411 M EUR par la Croatie dans la banque de développement HBOR](#)

La Commission européenne a approuvé, conformément aux règles de l'Union européenne en matière d'aides d'État, une injection de capital de 411 M EUR par le gouvernement croate dans la Banque croate de développement (HBOR), qui utilisera ces fonds pour soutenir les PME, les projets d'énergies renouvelables et le développement des infrastructures. Cette mesure sera

financée par la Facilité pour la relance et la résilience et élargira le champ d'action de HBOR afin de soutenir une croissance économique durable et la compétitivité de la Croatie. La Commission a estimé que cette mesure facilitera le développement des activités économiques. Enfin, la Croatie s'est engagée à prendre plusieurs mesures pour garantir que HBOR ne serait pas en concurrence avec les institutions financières privées actives sur le marché croate.

Veille sectorielle

Energie

Octroi de 15 M EUR de subvention publique pour le projet d'hydrogène vert à Rijeka

Ce projet, porté par la compagnie pétrolière *INA*, marque une étape importante pour la transition énergétique du pays. Il s'agit du premier site de production commerciale d'hydrogène renouvelable en Croatie. Il remplacera l'hydrogène "gris", issu de sources fossiles, utilisé dans les processus internes de la raffinerie. L'installation comprendra un électrolyseur de 10 MW. Pour alimenter cette unité, une centrale solaire de 11 MW sera construite sur le site même de la raffinerie. L'objectif est de produire environ 1 500 tonnes d'hydrogène vert par an. Le coût total du projet est estimé à près de 60 M EUR. Il bénéficie d'une subvention de 15 M EUR issue du Plan national de relance et de résilience (PNRR). Les principaux contrats ont été signés fin 2025 avec des partenaires industriels tels que *Končar* et *Siemens Energy*. La mise en service et la production des premières molécules sont prévues pour 2027.

Croatie–Algérie : renforcement du partenariat dans le domaine de l'énergie

Le ministre des Affaires étrangères algérien, M. Ahmed Attaf, était en visite officielle à Zagreb. Les discussions ont porté sur l'approfondissement des relations bilatérales et l'intérêt commun de renforcer la coopération économique. L'importance du terminal GNL sur l'île de Krk comme voie d'approvisionnement clé pour le marché européen a été mise en avant. L'Algérie pourrait ainsi devenir un fournisseur récurrent en GNL du terminal gazier croate.

Transports

900 M EUR pour la reconstruction de la ligne ferroviaire Dugo Selo - Novska

Le gouvernement croate a approuvé le financement du projet de reconstruction de la ligne ferroviaire Dugo Selo – Novska et de construction d'une seconde voie sur environ 84 km, un axe clé du corridor RH1 (ex-corridor paneuropéen X), porté par *HŽ Infrastruktura*. D'un coût total de 898,9 M EUR, le projet bénéficiera d'un financement majoritairement européen : environ 610 M EUR de dépenses éligibles seront cofinancées, dont 518,5 M EUR par le Fonds européen de développement régional et 91,5 M EUR via un cofinancement national, complétés par 289 M EUR issus du mécanisme pour l'interconnexion en Europe.

Investissement

La BEI accompagne la modernisation de la municipalité de Zagreb

La Banque européenne d'investissement (BEI) a conclu un accord d'assistance technique avec *Zagrebački holding*, opérateur de services urbains de Zagreb, en vue de moderniser et rationaliser ses opérations. Cette coopération porte notamment sur la consolidation des infrastructures, l'optimisation de la logistique (équipements, flotte, foncier) et la conception d'un hub opérationnel central, ainsi que sur l'évaluation des options de financement et la centralisation des fonctions administratives dans un siège éco-énergétique. S'inscrivant dans le programme européen « *Climate Neutral and Smart Cities* » et soutenu par le dispositif *InvestEU*, cet accompagnement doit préparer de futurs investissements alignés avec les priorités climatiques de l'UE. Il complète par ailleurs le soutien financier déjà apporté par la BEI à Zagreb, dont un prêt de 395 M EUR pour des infrastructures urbaines durables, ainsi que des appuis dans les domaines des énergies renouvelables, des transports publics, du logement et de la numérisation des services municipaux.

CMA-CGM exprime son intérêt pour racheter les parts de l'actionnaire principal du Port de Rijeka

L'opérateur portuaire croate *Luka Rijeka* a récemment annoncé que son principal actionnaire, Port Acquisitions, entreprise tchèque, avait demandé la réalisation d'un audit en vue d'une éventuelle vente totale ou partielle de ses actions dans la société croate à un acheteur potentiel, la compagnie maritime française CMA CGM. L'autre terminal conteneurs de Rijeka est déjà en partie détenu par *Maersk*, autre géant mondial du transport maritime. Si l'acquisition est confirmée, le trafic de conteneur serait d'autant plus dynamisé, porté par les routes Asie-Adriatique et les exportations chinoises et indiennes, confirmant le rôle de hub stratégique du port de Rijeka.

Porsche quitte Bugatti-Rimac et le groupe Rimac

Porsche AG a annoncé la vente de ses parts au sein de l'alliance *Bugatti-Rimac* et du groupe *Rimac*, à un consortium dirigé par la société d'investissement américaine *HOF Capital* (qui investit dans des sociétés comme *SpaceX*, *Open AI*, *Anthropic...*), et accompagné par *BlueFive Capital*. *Porsche* et *Rimac* avaient créé la joint-venture *Bugatti-Rimac*, où le premier détenait 45 % et le second 55 %. *Porsche* détenait également 20,6 % dans le groupe *Rimac*. La finalisation de cette opération est attendue fin 2026 sous réserve des autorisations réglementaires. L'accord mettra également fin aux liens entre *Volkswagen* et *Bugatti*, que la marque avait racheté en 1998. Le groupe *Rimac* restera un fournisseur de composants clés comme les batteries et motopropulseurs pour *Porsche* et d'autres marques du groupe *Volkswagen*.

Innovation

BMW-Rimac : production de batteries pour la i7 électrique en Croatie, un jalon industriel majeur

BMW et *Rimac Technology* ont annoncé que le système de batterie de la nouvelle BMW i7 100 % électrique sera développé et produit sur le campus *Rimac* près de Zagreb. Premier modèle issu de leur partenariat lancé en 2023, il a été présenté en première mondiale le 22 avril au salon Auto China 2026 à Pékin. Le véhicule intègre une batterie Gen6 co-développée, basée sur des cellules cylindriques BMW et une architecture *Rimac*.

Rimac a investi dans un nouveau site de production, avec deux lignes et une chaîne d'approvisionnement complète, employant déjà environ 200 ingénieurs, avec des recrutements en cours. Les capacités atteignent 300 000 modules et 48 000 systèmes par an, positionnant *Rimac* comme fournisseur stratégique.

Commerce

Ouverture du 1^{er} magasin Sephora à Zagreb

Sephora a inauguré sa première boutique à Zagreb, marquant son retour sur le marché croate après plus de dix ans d'absence. Situé dans le centre commercial *City Center one East*, ce magasin d'environ 220 m² propose une large gamme de produits (maquillage, soins, parfums, capillaires), incluant plusieurs marques inédites en Croatie. L'ouverture a suscité un fort engouement du public, avec une affluence importante dès le premier jour.

Cette implantation s'accompagne du lancement d'une plateforme e-commerce et d'une application mobile couvrant l'ensemble du territoire, et constitue une première étape dans la stratégie d'expansion de *Sephora* en Croatie, avec d'autres ouvertures envisagées, notamment à Split.

Relations bilatérales

Agenda

Le Medef international organise une délégation d'entreprises à Zagreb les 19 et 20 mai 2026.

Inscription et détails sur la mission sous le lien ci-après :

<https://www.medefinternational.fr/actions/mission-dentreprises-15/>

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication :

Hervé Ochsenbein, Service économique régional de Vienne

Rédaction :

SER de Vienne : V. Reiss, S. Maynhardt, P. Chaumont (vienne@dgtresor.gouv.fr)

Antenne de Ljubljana : E. Zajc, P.-A. Parmentier (ljubljana@dgtresor.gouv.fr)

SE de Zagreb : S. Geranton, B. Jadrijevic, N. Pavlinovic, M. Maiolo (zagreb@dgtresor.gouv.fr)

Date de fin de rédaction : 29/04/2026